

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

**Situation mensuelle de l'Etat
(août 2025)**

NOR : ECOE2527075V

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat



Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

SOMMAIRE



Synthèse.....	2
Faits marquants : évolution du mois.....	2
Faits marquants : données cumulées.....	3
Chiffres clés.....	4
 Solde d'exécution budgétaire.....	 5
 Dépenses.....	 6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
 Recettes.....	 10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
 Opérations des comptes spéciaux.....	 16
 Données patrimoniales.....	 17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
 Notes méthodologiques.....	 19
 Liste des sigles.....	 20



Situation Mensuelle de l'Etat Août 2025

FAITS MARQUANTS : EVOLUTION DU MOIS

Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -157,450 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2025 s'élève à -157,450 Md€ contre -171,580 Md€ à fin août 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (+14,130 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 5,878 Md€ et une hausse des recettes nettes de 7,916 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,336 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 28,551 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,823 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,113 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,270 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,598 Md€, essentiellement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (1,936 Md€), « Equipement des forces » (1,514 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (0,945 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 3,004 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,186 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,426 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (1,364 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,052 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,097 Md€, principalement au titre du programme « Police nationale » (1,079 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,073 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,097 Md€) ;

► **Mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux** : 1,291 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Justice** : 0,946 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Gestion des finances publiques** : 0,840 Md€, principalement au titre du programme « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » (0,646 Md€).

Recettes du budget général (nettes) : 17,511 Md€

Les principales recettes fiscales nettes du mois

► **TVA nette** : 8,350 Md€ ;

► **IR net** : 7,371 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,461 Md€ ;

► **IS net** : -0,872 Md€ (montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 1,263 Md€)

Les autres recettes du mois

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 5,269 Md€, dont 1,522 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,501 Md€ de reversement de la contribution des employeurs au titre du financement de l'allocation de logement sociale (ALS) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,472 Md€, dont 0,842 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'État** : -6,064 Md€, dont -4,231 Md€ au profit des collectivités territoriales (principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour -2,035 Md€) et -1,833 Md€ au profit de l'Union européenne.

Comptes spéciaux (hors FMI) : -4,374 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution** » enregistre des dépenses pour 10,715 Md€ et des recettes pour 6,469 Md€ (dont 3,930 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,779 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation).



Situation Mensuelle de l'Etat Août 2025

FAITS MARQUANTS : DONNEES CUMULEES

Dépenses du budget général (nettes) : 300,384 Md€

Les dépenses nettes à fin août 2025 s'élèvent à 300,384 Md€ contre 306,262 Md€ à fin août 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,878 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement pour -7,742 Md€ (écart principalement lié à la mission "Engagements financiers de l'État" pour -6,478 Md€, en raison d'un abondement, en 2024, du compte

"Participations financières de l'État" au titre de l'amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19, non attendu en 2025) et des dépenses d'intervention pour -1,391 Md€ (écart principalement lié à la mission "Investir pour la France de 2030" pour -2,613 Md€, en raison du rythme de consommation des crédits), ainsi que de la hausse, prévue en LFI, des dépenses de personnel pour +2,542 Md€.

Recettes fiscales (nettes) : 199,601 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2025 s'élèvent à 199,601 Md€ contre 190,315 Md€ à fin août 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (+9,286 Md€) s'explique essentiellement par une hausse des autres recettes fiscales nettes de +6,107 Md€ (essentiellement la

hausse des recettes brutes pour 5,474 Md€, principalement en raison de la TICFE, hausse prévue en LFI) ainsi que par une hausse des recettes d'IR net pour +3,090 Md€ (hausse prévue en LFI) et d'IS net pour +1,760 Md€ (écart essentiellement lié à une baisse des R&D à hauteur de 2,021 Md€).

Recettes non fiscales : 16,654 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2025 s'élèvent à 16,654 Md€ contre 17,373 Md€ à fin août 2024

à périmètre constant, soit une évolution de -0,719 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -47,282 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2025 s'élèvent à -47,282 Md€ contre -46,063 Md€ à fin août 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,220 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,709 Md€ (écart essentiellement lié au PSR au profit du FCTVA à hauteur de 0,442 Md€) et des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,511 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 5,477 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin août 2025 s'élèvent à 5,477 Md€ contre 4,909 Md€ à fin août 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,569 Md€) s'explique par

des versements de l'AFITF pour +0,431 Md€ destinés au financement d'études et d'infrastructures dans le domaine des transports.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -31,516 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2025 s'élève à -31,516 Md€ contre -31,852 Md€ à fin

août 2024 à périmètre constant, soit une évolution de +0,336 Md€.

Dette financière de l'Etat au 31 août 2025 : 2 788,745 Md€

La dette financière est en augmentation de 158,672 Md€ depuis le début de l'année 2025.

Cette évolution s'explique essentiellement par les

flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +153,239 Md€ et des BTf pour +5,670 Md€).



Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025

CHIFFRES CLES

	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-15 414	-157 450	-171 580	-171 906	14 130
Dépenses du budget général (nettes)	28 551	300 384	306 262	304 109	-5 878
Recettes du budget général (nettes)	17 511	174 450	166 534	164 055	7 916
Recettes fiscales (nettes)	22 677	199 601	190 315	187 818	9 286
- IR net	7 371	46 891	43 801	43 801	3 090
- IS net *	-872	27 740	25 980	25 980	1 760
- TICPE nette	1 461	10 620	10 862	10 468	-242
- TVA nette	8 350	67 424	68 853	67 365	-1 429
- Autres recettes fiscales nettes	6 368	46 926	40 819	40 204	6 107
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 374	-31 516	-31 852	-31 852	336

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	92	151 617
Dette financière de l'Etat	16 672	2 788 745

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE

	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 138	1 138	0
Dépenses de personnel	12 748	104 739	102 198	102 106	2 542
Dépenses de fonctionnement	3 132	48 651	56 393	56 788	-7 742
Charges de la dette de l'Etat	124	35 796	35 251	35 251	545
Dépenses d'investissement	1 473	14 670	14 216	14 217	454
Dépenses d'intervention	11 009	94 203	95 594	93 137	-1 391
Dépenses d'opérations financières	65	1 187	1 473	1 473	-286
Total des dépenses (nettes) (I)	28 551	300 384	306 262	304 109	-5 878
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	22 677	199 601	190 315	187 818	9 286
Recettes non fiscales	455	16 654	17 373	17 373	-719
Prélèvements sur recettes	-6 064	-47 282	-46 063	-46 044	-1 220
Fonds de concours et attributions de produits	443	5 477	4 909	4 909	569
Total des recettes (nettes) (II)	17 511	174 450	166 534	164 055	7 916
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	23 576	221 733	212 597	210 100	9 136
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-11 040	-125 934	-139 728	-140 054	13 794
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	25	-1 127	-1 325	-1 325	198
Solde des comptes de concours financiers	-4 530	-30 511	-30 745	-30 745	234
Solde des comptes de commerce	94	64	173	173	-109
Solde des comptes d'opérations monétaires	57	1 175	-374	-374	1 549
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 374	-31 516	-31 852	-31 852	336
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-15 414	-157 450	-171 580	-171 906	14 130



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

**DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL
PAR TITRE ET CATEGORIE**

	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	unité : million d'€. Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 748	104 739	102 198	102 106	2 542
Rémunérations d'activité	7 463	60 609	59 955	59 876	654
Cotisations et contributions sociales	5 205	43 296	41 421	41 408	1 874
Prestations sociales et allocations diverses	81	835	822	822	13
AUTRES TITRES	15 803	195 645	204 065	202 004	-8 420
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 138	1 138	0
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 132	48 651	56 393	56 788	-7 742
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 408	23 910	31 486	31 173	-7 577
Subventions pour charges de service public	723	24 742	24 907	25 615	-165
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	124	35 796	35 251	35 251	545
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	124	35 796	35 251	35 251	545
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 473	14 670	14 216	14 217	454
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 000	10 867	10 676	10 677	190
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	474	3 803	3 540	3 540	263
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	11 009	94 203	95 594	93 137	-1 391
Transferts aux ménages	5 359	42 749	41 624	39 752	1 124
Transferts aux entreprises	2 186	23 408	23 231	23 152	177
Transferts aux collectivités territoriales	1 181	9 641	10 373	10 245	-733
Transferts aux autres collectivités	2 282	17 761	19 044	18 667	-1 283
Appels en garantie	0	645	1 322	1 322	-676
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	65	1 187	1 473	1 473	-286
Prêts et avances	0	7	1	1	6
Dotations en fonds propres	65	544	655	655	-111
Dépenses de participations financières	0	635	817	817	-181
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	28 551	300 384	306 262	304 109	-5 878

**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025****DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME**

	Mois d'août		Cumul à fin août 2025		Cumul à fin août 2024 retraité	Cumul à fin août 2024 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.							
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	285	511	2 402	2 337	2 431	2 318	-94
Action de la France en Europe et dans le monde	167	392	1 863	1 822	1 846	1 487	-24
Diplomatie culturelle et d'influence	112	114	451	432	506	566	-74
Français à l'étranger et affaires consulaires	5	5	88	83	79	266	4
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	356	345	2 749	2 770	2 916	2 928	-146
Administration territoriale de l'Etat	207	213	1 701	1 692	1 707	1 708	-15
Vie politique	2	3	63	67	159	156	-92
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	148	129	985	1 012	1 051	1 064	-39
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	321	228	1 925	1 990	2 098	2 099	-108
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	189	81	633	731	928	928	-197
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	64	88	485	462	455	455	7
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	68	60	420	410	397	398	13
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	386	386	318	318	69
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	332	502	3 730	2 956	3 659	3 385	-702
Aide économique et financière au développement	15	3	2 057	1 117	1 137	1 137	-20
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	145	145	150	150	-5
Solidarité à l'égard des pays en développement	316	379	1 006	1 172	1 983	2 098	-811
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour le développement ⁽¹⁾	0	119	522	522	388	0	134
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	115	33	1 487	1 238	1 498	1 498	-260
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	109	27	1 439	1 190	1 426	1 426	-236
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	6	6	48	48	73	73	-24
AUDIOVISUEL PUBLIC ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Télévisions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
ARTE France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Radio France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Media Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Institut national de l'audiovisuel ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
TV5 Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Programme de transformation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
COHESION DES TERRITOIRES	1 634	3 004	21 432	17 449	16 887	13 925	562
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	187	219	2 053	1 759	1 728	1 725	30
Aide à l'accès au logement	0	2 186	16 420	13 678	13 018	10 761	660
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1 376	503	2 388	1 416	1 537	835	-121
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	22	26	164	186	208	209	-23
Politique de la ville	47	59	365	351	313	313	38
Interventions territoriales de l'Etat	1	10	41	59	82	82	-23
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	57	64	513	575	582	583	-8
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	43	312	371	372	372	-2
Conseil économique, social et environnemental	0	0	34	34	44	44	-10
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	21	167	170	166	167	4
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	137	266	3 059	2 543	2 666	2 666	-123
Patrimoines	26	115	1 032	773	795	795	-23
Création	21	44	837	706	777	778	-71
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	24	41	625	502	540	540	-38
Soutien aux politiques du ministère de la culture	67	67	564	561	553	553	8
DEFENSE	9 196	4 598	38 558	44 153	43 287	43 276	866
Environnement et prospective de la politique de défense	136	204	1 177	1 378	1 416	1 415	-37
Préparation et emploi des forces	1 703	945	9 437	10 883	11 232	11 233	-349
Soutien de la politique de la défense	1 923	1 936	17 113	17 438	17 159	17 149	278
Equipement des forces	5 434	1 514	10 831	14 454	13 480	13 480	974
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	75	77	700	652	650	632	2
Coordination du travail gouvernemental	69	71	586	560	561	542	-1
Protection des droits et libertés	6	7	114	93	89	89	3
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 595	2 073	18 538	17 037	14 854	15 628	2 183
Infrastructures et services de transports	219	495	6 173	5 997	6 176	6 174	-179
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	7	12	184	167	157	157	10
Paysages, eau et biodiversité	17	54	280	255	218	218	37
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	463	462	460	460	2
Prévention des risques	25	18	1 067	851	845	920	6
Energie, climat et après-mines	46	59	787	785	2 066	2 787	-1 281
Service public de l'énergie	865	1 097	6 729	5 863	2 394	2 600	3 469
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	234	230	2 113	2 124	2 080	2 097	44
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	113	87	538	380	214	214	166
Sûreté nucléaire et radioprotection ⁽¹⁾	68	20	204	152	243	0	-91



Situation Mensuelle de l'Etat Août 2025

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION ET PROGRAMME

	Mois d'août		Cumul à fin août 2025		Cumul à fin août 2024 retraité	Cumul à fin août 2024 consommé	Ecart cumul
unité : million d'€.	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
ECONOMIE	100	154	2 363	2 316	3 411	3 411	-1 094
Développement des entreprises et régulations	45	51	1 455	1 416	2 405	2 405	668
Plan "France Très haut débit"	0	28	39	118	194	194	-75
Statistiques et études économiques	38	35	313	313	313	313	0
Stratégies économiques	17	41	556	469	499	499	-30
Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	147	124	36 587	36 644	43 268	43 268	-6 624
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	119	119	35 520	35 520	34 852	34 852	668
Appels en garantie de l'Etat	23	0	740	717	1 396	1 396	-680
Epargne	0	0	51	52	66	66	-14
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	4	4	276	276	399	399	-123
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽³⁾	0	0	0	0	6 475	6 475	-6 475
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 772	6 823	59 179	59 008	58 144	58 142	864
Enseignement scolaire public du premier degré	2 269	2 270	18 187	18 192	17 816	17 816	376
Enseignement scolaire public du second degré	3 112	3 113	26 146	26 058	25 561	25 601	497
Vie de l'élève	480	488	5 658	5 618	5 596	5 598	21
Enseignement privé du premier et du second degrés	613	631	6 145	6 129	6 150	6 150	-20
Soutien de la politique de l'éducation nationale	204	221	1 907	1 879	1 858	1 851	20
Enseignement technique agricole	93	101	1 136	1 132	1 162	1 125	-30
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	808	840	6 996	6 968	6 969	6 960	-1
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	611	646	5 236	5 213	5 227	5 218	-14
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	57	60	631	637	645	646	-9
Facilitation et sécurisation des échanges	140	134	1 129	1 119	1 097	1 096	22
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	90	142	1 159	1 145	1 191	1 195	-47
Immigration et asile	70	121	953	940	1 004	1 004	-64
Intégration et accès à la nationalité française	20	22	206	204	187	191	17
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	135	18	146	1 830	4 407	4 407	-2 577
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	92	130	130	-38
Valorisation de la recherche	0	0	0	155	0	0	155
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	10	0	0	10
Financement des investissements stratégiques	135	18	146	1 290	3 225	3 225	-1 935
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	283	1 052	1 052	-769
JUSTICE	838	946	7 742	8 208	7 932	7 898	277
Justice judiciaire	347	351	3 112	3 095	2 944	2 944	151
Administration pénitentiaire	321	397	2 878	3 391	3 258	3 259	132
Protection judiciaire de la jeunesse	71	85	759	705	711	711	-6
Accès au droit et à la justice	59	61	545	538	528	492	10
Conduite et pilotage de la politique de la justice	39	51	444	476	487	489	-11
Conseil supérieur de la magistrature	1	0	3	4	3	3	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	14	16	582	435	436	436	-1
Presse et médias	14	14	265	234	230	230	4
Livre et industries culturelles	0	2	317	201	206	206	-5
OUTRE-MER	153	118	2 566	2 091	1 582	1 582	509
Emploi outre-mer	28	29	1 951	1 592	1 051	1 051	541
Conditions de vie outre-mer	125	89	615	499	531	530	-32
PLAN DE RELANCE	-3	96	5	692	1 084	1 084	-392
Écologie	-2	94	-15	545	813	813	-267
Compétitivité	0	2	20	147	218	218	-71
Cohésion ⁽³⁾	0	0	0	0	54	54	-54
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 138	1 138	0
Présidence de la République	0	0	123	123	123	123	0
Assemblée nationale	0	0	608	608	608	608	0
Sénat	0	0	353	353	353	353	0
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35	35	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	18	18	0
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



Situation Mensuelle de l'Etat Août 2025

DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION ET PROGRAMME

	Mois d'août		Cumul à fin août 2025		Cumul à fin août 2024 retraité	Cumul à fin août 2024 consommé	Ecart cumul
unité : million d'€.	AE consommées	CP consommées	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	351	475	29 339	22 121	22 651	22 790	-531
Formations supérieures et recherche universitaire	57	86	14 968	12 897	12 600	12 601	297
Vie étudiante	27	111	2 977	2 037	2 119	2 119	-82
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	65	59	7 850	4 256	4 349	4 355	-94
Recherche spatiale	0	0	1 616	1 150	1 226	1 226	-76
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	144	157	1 251	1 245	1 463	1 597	-218
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0	312	204	486	486	-282
Recherche duale (civile et militaire)	0	14	55	41	113	113	-71
Enseignement supérieur et recherche agricoles	58	49	310	290	295	294	-5
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	537	5 824	4 750	4 594	4 594	156
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	377	4 112	3 359	3 200	3 200	158
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	70	704	564	590	590	-26
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	90	1 007	827	803	803	24
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	155	262	3 067	2 923	2 791	2 791	132
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	147	254	2 832	2 695	2 623	2 623	72
Concours spécifiques et administration	8	9	235	228	168	168	60
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 920	9 369	104 922	104 912	109 324	109 324	-4 412
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 532	8 980	101 997	101 986	106 260	106 260	-4 274
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	388	388	2 925	2 926	3 064	3 064	-138
SANTE	3	5	1 289	1 098	1 207	1 207	-110
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	3	5	140	162	272	272	-109
Protection maladie	0	0	1 149	935	936	936	0
Reversement à la Sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 131	2 097	16 729	16 662	16 299	16 286	363
Police nationale	1 069	1 079	8 690	8 730	8 676	8 664	54
Gendarmerie nationale	940	906	7 530	7 322	7 079	7 078	243
Sécurité et éducation routières	6	4	42	35	43	43	-8
Sécurité civile	116	107	467	575	502	502	73
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	149	2 426	29 228	20 170	18 622	19 493	1 547
Inclusion sociale et protection des personnes	138	1 052	13 276	9 515	9 714	9 714	-200
Handicap et dépendance	3	1 364	15 919	10 629	8 813	8 813	1 816
Egalité entre les femmes et les hommes	8	10	34	26	42	42	-16
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽³⁾	0	0	0	0	53	924	-53
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	35	58	1 164	1 022	1 085	1 085	-62
Sport	15	13	410	274	346	346	-72
Jeunesse et vie associative	21	44	748	729	606	606	123
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	3	16	133	133	-117
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 ⁽¹⁾	0	0	2	2	0	0	2
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	21	33	318	339	533	547	-194
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	4	18	83	121	261	261	-139
Transformation publique	4	3	19	27	85	85	-58
Innovation et transformation numériques ⁽³⁾	0	0	0	0	1	15	-1
Fonction publique	9	8	181	156	155	155	1
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	35	35	32	31	3
TRAVAIL, EMPLOI ET ADMINISTRATION DES MINISTÈRES SOCIAUX ⁽²⁾	969	1 291	13 337	14 198	14 325	13 793	-127
Accès et retour à l'emploi	526	634	4 672	4 585	4 483	4 821	102
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	326	532	7 177	8 179	8 431	8 431	-252
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	0	34	57	68	68	-11
Soutien des ministères sociaux ⁽²⁾	116	125	1 453	1 377	1 343	473	33
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	35 890	37 532	418 774	402 370	412 523	410 370	-10 152
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	27 358	28 551	316 777	300 384	306 262	304 109	-5 878

⁽¹⁾ Création en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Suppression en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

**RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)**

	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumul
	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 333	68 913	66 805	66 805	2 109
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	189	1 343	1 308	1 308	36
Impôt sur les sociétés et contributions assimilées (C)	396	48 020	48 578	48 578	-558
Impôt sur les sociétés	391	47 095	47 356	47 356	-261
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	813	889	889	-76
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	111	332	332	-221
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 472	15 739	16 320	16 320	-581
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	124	775	1 111	1 111	-336
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	311	4 310	3 761	3 761	549
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	117	525	449	449	76
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	2	2	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	202	155	155	47
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	0	0	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	3	13	16	16	-3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	18	24	24	-6
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	131	90	90	41
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	4	219	221	221	-2
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	0	0	0
Prélèvements de solidarité	842	6 546	6 727	6 727	-180
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	0	520	432	432	88
Taxe d'habitation sur les résidences principales	1	11	72	72	-60
Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	14	1 725	2 551	2 551	-827
Cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Recettes diverses	39	738	709	709	29
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 620	11 776	12 372	11 978	-596
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 379	121 339	123 053	121 565	-1 713
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	5 269	34 456	28 140	27 525	6 316
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	49	318	282	282	36
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	126	155	155	-29
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	57	47	47	10
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	280	2 844	2 922	2 922	-78
Mutations à titre gratuit par décès	1 242	10 313	10 225	10 225	88



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

**RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GENERAL
(NIVEAU DETAILLE)**

	Mois		Cumul à fin août			Ecart cumul
	unité : million d'€.	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
Contribution de sécurité immobilière		53	479	452	452	27
Autres conventions et actes civils		38	369	333	333	35
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		44	396	399	399	-3
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		29	365	321	321	43
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		16	130	163	163	-32
Timbre unique		15	160	189	189	-29
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		86	654	589	589	64
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité		2	679	1 084	1 084	-405
Autres taxes intérieures		416	8 458	2 469	4 336	5 989
Autres droits et recettes accessoires		0	3	3	3	-1
Amendes et confiscations		3	30	27	27	3
Taxe générale sur les activités polluantes		10	91	86	86	6
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		7	68	36	36	33
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		0	166	167	167	-1
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	50	50	-50
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	31	31	31	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité		0	11	15	15	-3
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	558	558	558	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		0	22	22	22	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		422	1 900	1 883	1 883	17
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		91	633	627	627	5
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		52	261	272	272	-11
Prélèvement sur les paris sportifs		54	546	642	642	-95
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		9	76	78	78	-2
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les rachats d'actions ⁽¹⁾		57	368	0	0	368
Taxe sur les transactions financières		454	1 657	1 285	933	372
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		1 818	2 686	2 727	597	-41
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		31 658	301 587	296 575	294 078	5 012
TOTAL GENERAL (net)		22 677	199 601	190 315	187 818	9 286

⁽¹⁾ Création en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumul
	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	9	5 096	3 755	3 755	1 341
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	814	662	662	152
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	9	4 168	2 241	2 241	1 927
Autres dividendes et recettes assimilées	0	113	852	852	-739
Produits du domaine de l'Etat (B)	200	1 369	1 211	1 211	158
Revenus du domaine public non militaire	54	727	652	652	75
Autres revenus du domaine public	1	4	1	1	2
Revenus du domaine privé	18	255	237	237	19
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	127	285	320	320	-35
Païement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	97	0	0	97
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	267	1 288	1 245	1 245	43
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	62	349	307	307	41
Autres frais d'assiette et de recouvrement	77	632	625	625	7
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	2	8	5	5	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	2	2	0
Autres recettes diverses	126	296	305	305	-8
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	54	561	508	508	52
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	131	223	223	-92
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	12	8	8	3
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	14	27	27	-13
Intérêts des autres prêts et avances	23	128	136	136	-8
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	14	81	77	77	4
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	13	13	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	182	24	24	158



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GENERAL

	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	219	2 085	1 337	1 337	748
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	151	1 277	463	463	815
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	96	75	75	21
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	6	7	7	-1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	64	650	737	737	-87
Frais de poursuite	0	2	4	4	-1
Frais de justice et d'instance	1	5	5	5	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	3	2	2	0
Divers (F)	-292	6 256	9 318	9 318	-3 061
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	848	848	341	341	507
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	397	0	0	397
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	161	248	248	-87
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	23	208	190	190	18
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	8	9	9	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	4	4	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	4	4	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	4	4	1
Récupération d'indus	3	81	73	73	8
Recouvrements après admission en non-valeur	9	75	76	76	-1
Divers versements de l'Union européenne	1	3 263	7 483	7 483	-4 220
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	32	76	38	38	39
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	33	35	35	-2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	15	381	293	293	88
Produits divers	-1 243	547	4	4	543
Autres produits divers	12	165	516	516	-351
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	455	16 654	17 373	17 373	-719



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

**PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS**

	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumul
	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 231	-32 360	-31 652	-31 633	-709
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 035	-19 252	-19 054	-19 054	-198
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-2	-2	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-4	-4	4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-647	-5 776	-5 334	-5 334	-442
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-62	-735	-644	-625	-92
Dotation élu local	0	-123	-121	-121	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-28	-26	-26	-2
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	-265	-267	-284	-284	17
Dotation régionale d'équipement scolaire	-562	-562	-458	-458	-104
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3	3
Dotation de compensatoir de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-191	-1 655	-1 872	-1 872	217
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-22	-324	-321	-321	-2
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-6	-6	3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-71	-71	-71	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-49	-182	-224	-224	42
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-48	0	0	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-13	-71	-68	-68	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	-8	-60	-60	-60	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	1	1	-1
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-367	-3 130	-3 001	-3 001	-129
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

**PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ÉTAT
ET FONDS DE CONCOURS**

	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ⁽¹⁾	0	0	1	1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-2	-30	-26	-26	-4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134)	0	-33	-24	-24	-9
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131)	0	0	-50	-50	50
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB	0	-7	0	0	-7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ⁽³⁾	0	-2	0	0	-2
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 833	-14 922	-14 411	-14 411	-511
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 064	-47 282	-46 063	-46 044	-1 220
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	308	4 471	4 348	4 348	123
Fonds de concours - coopération internationale	136	1 006	560	560	446
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	443	5 477	4 909	4 909	569

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Création en LFI 2025



Situation Mensuelle de l'Etat Août 2025

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois d'août		Cumul à fin août									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes				Soldes 2025 / 2024 retraité
			2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 811	5 835	48 745	53 758	53 758	47 618	52 433	52 433	-1 127	-1 325	-1 325	198	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	206	174	795	820	820	1 305	1 385	1 385	510	565	565	-55	
Développement agricole et rural	6	11	27	57	57	134	136	136	107	79	79	29	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	54	188	170	195	195	407	251	251	237	56	56	180	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	20	16	141	181	181	164	217	217	24	36	36	-13	
Participations financières de l'Etat	1	48	2 276	8 140	8 140	882	7 454	7 454	-1 394	-686	-686	-709	
Pensions	5 523	5 399	45 337	44 365	44 365	44 727	42 990	42 990	-610	-1 375	-1 375	765	
Comptes de concours financiers	11 089	6 559	90 393	90 768	90 768	59 883	60 023	60 023	-30 511	-30 745	-30 745	234	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	329	0	2 635	2 657	2 657	0	5	5	-2 635	-2 652	-2 652	18	
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution ⁽¹⁾	10 715	6 469	86 300	85 928	85 928	58 822	57 772	57 772	-27 477	-28 156	-28 156	679	
Prêts à des Etats étrangers	0	13	655	407	407	346	439	439	-310	32	32	-342	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	46	11	274	195	195	83	132	132	-190	-63	-63	-127	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	66	530	1 580	1 580	631	1 675	1 675	101	95	95	6	
Comptes de commerce	898	991	43 992	42 540	42 540	44 055	42 714	42 714	64	173	173	-109	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	55	10	508	605	605	775	725	725	267	119	119	148	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	18	17	145	140	140	133	129	129	-12	-11	-11	-1	
Couverture des risques financiers de l'Etat	352	352	973	1 152	1 152	973	1 152	1 152	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	48	38	514	513	513	526	577	577	11	64	64	-53	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	378	386	40 406	39 055	39 055	40 419	39 064	39 064	13	9	9	3	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	2	4	4	5	4	4	3	0	0	3	
Opérations commerciales des domaines	4	6	39	48	48	73	74	74	33	26	26	7	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	2	18	22	22	18	20	20	0	-2	-2	3	
Soutien financier au commerce extérieur	43	181	1 385	1 001	1 001	1 133	969	969	-251	-32	-32	-219	
Comptes d'opérations monétaires	58	116	709	704	704	1 884	330	330	1 175	-374	-374	1 549	
Emission des monnaies métalliques	0	38	90	100	100	165	151	151	74	51	51	24	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	58	78	596	594	594	1 713	176	176	1 118	-418	-418	1 536	
Pertes et bénéfices de change	0	0	23	10	10	6	3	3	-17	-6	-6	-10	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 798	13 423	183 243	187 177	187 177	151 727	155 324	155 324	-31 516	-31 852	-31 852	336	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	17 856	13 501	183 839	187 771	187 771	153 440	155 500	155 500	-30 399	-32 271	-32 271	1 872	

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

**CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES**

unité : million d'€.		Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2025
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	515	-282	233
	Organismes à caractère financier	11	-1	10
	Caisse des Dépôts et Consignations	0	0	0
	La Poste	6 786	-281	6 506
	Divers organismes à caractère financier			
	Total organismes à caractère financier	7 313	-564	6 749
	Régions	1 244	399	1 642
	Départements	6 592	-481	6 111
	Communes	29 177	-85	29 093
	CEPL	19 105	-1 162	17 943
	Etablissements publics de coopération intercommunale	2 293	-137	2 156
	Etablissements sociaux et médico-sociaux	9 677	-28	9 650
	Autres			
	Total CEPL	68 089	-1 494	66 595
	Etablissements publics de santé	7 945	-1 023	6 922
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	21 921	-3 023	18 898
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	17 947	-2 182	15 765
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 321	2 110	7 431
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 695	-1 037	1 658
	Total établissements publics nationaux	47 884	-4 132	43 752
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	7 682	-1 525	6 157
	Union européenne	2 533	502	3 035
Comptes à terme	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 161	32	6 193
	GIP	2 040	125	2 165
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	2 765	636	3 401
	EPL	2 756	-129	2 626
	Autres correspondants	0	0	0
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	95	-95	0
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor			
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 817	568	14 386
Total Dépôts de fonds du Trésor		155 263	-7 668	147 595
Placements des CEPL sur un compte à terme		3 178	428	3 606
Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme		139	278	417
Intérêts courus sur comptes à terme		41	-41	0
Total Comptes à terme		3 357	665	4 023
Total Passif (A)		158 620	-7 002	151 618
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		158 620	-7 002	151 617



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

DETTE FINANCIERE DE L'ÉTAT
(hors intérêts courus non échus, intérêts constatés
d'avance et dettes rattachées à des participations)

unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2025
Titres négociables (A)	2 601 646	158 909	2 760 555
Titres négociables à moyen et long terme	2 400 483	153 239	2 553 722
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 400 483	153 239	2 553 722
<i>dont - taux fixe</i>	2 111 426	124 572	2 235 998
<i>- taux variable</i>	229 041	7 758	236 799
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	201 163	5 670	206 833
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	201 163	5 670	206 833
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	28 427	-237	28 190
TOTAL (A+B+C)	2 630 073	158 672	2 788 745



Situation Mensuelle de l'Etat Août 2025

NOTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2024 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2024 retraité » correspondent aux données « 2024 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R & D », programme 0200 « R & D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2025**

LISTE DES SIGLES

AFITF	Agence de financement des infrastructures de transport de France	IS	Impôt sur les sociétés
ASP	Agence de services et de paiement	LFG	Loi de finances de fin de gestion
BG	Budget général	LFI	Loi de finances initiale
BTF	Bons du Trésor à taux fixe	OAT	Obligations assimilables du Trésor
CAS	Compte d'affectation spéciale	PAS	Prélèvement à la source
CDC	Caisse des dépôts et consignations	PFE	Participations financières de l'Etat
CFE	Cotisation foncière des entreprises	PSR	Prélèvements sur recettes
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	R&D	Remboursements et dégrèvements
DGF	Dotation globale de fonctionnement	TF	Taxe foncière
FAR	Frais d'assiette et de recouvrement	TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
FCTVA	Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	TH	Taxe d'habitation
FDNV	Frais de dégrèvement et de non-valeur	TICFE	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité
FMI	Fonds monétaire international	TICGN	Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
IFI	Impôt sur la fortune immobilière	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IR	Impôt sur le revenu	UE	Union européenne